

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
30 mars 2021
Français
Original : anglais

Lettre datée du 29 mars 2021, adressée au Secrétaire général et aux représentantes et représentants permanents des pays membres du Conseil de sécurité par la Présidente du Conseil de sécurité

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de l'exposé présenté par le Représentant permanent de l'Estonie, Sven Jürgenson, en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan, à l'occasion de la visioconférence tenue le jeudi 25 mars 2021, au titre de la question « Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud » (voir annexe I). Une déclaration a également été faite par le représentant du Soudan (voir annexe II).

Conformément à la procédure énoncée dans la lettre du 7 mai 2020, adressée aux représentantes et représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité (S/2020/372), qui a été arrêtée en raison de la situation exceptionnelle résultant de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le texte de l'exposé et de la déclaration sera publié en tant que document du Conseil de sécurité.

La Présidente du Conseil de sécurité,
(Signé) Linda **Thomas-Greenfield**



Annexe I**Exposé de M. Sven Jürgenson, Représentant permanent de l'Estonie auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan**

Conformément au paragraphe 3 a) iv) de la résolution 1591 (2005), j'ai l'honneur d'informer le Conseil de sécurité des activités menées par le Comité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan pendant la période allant du 11 décembre 2020 au 24 mars 2021.

Durant la période considérée, le Comité a publié son rapport annuel pour 2020 (S/2020/1209), qui est disponible sur son site Web ; tenu deux consultations informelles sous forme de visioconférences privées ; et reçu et examiné le rapport final (S/2021/40) et le dernier rapport trimestriel actualisé du Groupe d'experts.

Le Groupe d'experts a remis son rapport final au Comité en décembre 2020, lequel l'a examiné ainsi que les recommandations qui y figurent le 11 janvier 2021, à l'occasion de consultations informelles organisées par visioconférence. À la suite de ces discussions, le Comité s'est penché sur la suite à donner. Dans ce cadre, le Comité a publié un communiqué de presse le 25 février, dans lequel il a exhorté les mouvements signataires de l'Accord de paix de Djouba à cesser de recruter des combattants, en violation de l'Accord, y compris dans les camps de déplacés (voir SC/14449). Le Comité a également exhorté les principaux groupes darfouriens non signataires à engager des pourparlers de paix avec le Gouvernement soudanais dès que possible. Au nom du Comité, j'ai adressé au Représentant permanent du Soudan auprès de l'Organisation des Nations Unies une lettre datée du 25 février 2021, dans laquelle je réitérais certaines des recommandations du Groupe d'experts. Le 4 mars 2021, le Comité a reçu une lettre de réponse du Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Soudan. Le rapport final du Groupe d'experts a été rendu public le 13 janvier 2021.

Le 23 février 2021, le Comité a tenu des consultations par visioconférence avec le Soudan, le Tchad, l'Égypte, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Libye et l'Ouganda. Il s'agissait de la huitième réunion du Comité organisée pour discuter de la mise en œuvre des mesures avec le Soudan et les États de la région. Les États invités ont également été encouragés à faire part de leurs points de vue sur le rapport final du Groupe d'experts sur le Soudan.

Après avoir entendu un exposé du Groupe d'experts, le Soudan et les États de la région se sont félicités de l'occasion qui leur était donnée de partager leurs vues sur le rapport final avec le Comité et le Groupe. Le Soudan a souligné que la situation au Darfour s'était considérablement améliorée par rapport à 2005, année où les sanctions ont été imposées. Le Soudan s'est dit prêt à travailler avec le Comité afin d'établir des « critères clefs clairs, bien définis et mesurables » pour examiner les mesures prises à l'égard du Gouvernement soudanais, l'objectif ultime étant la levée du régime de sanctions. Tous les États voisins ont soutenu le Soudan dans ses efforts pour mettre en œuvre l'Accord de paix de Djouba et manifesté leur engagement à appliquer les mesures de sanction. Le Soudan et les États de la région ont en outre fait part de leur volonté de coopérer avec le Comité et le Groupe d'experts en vue de promouvoir la paix au Soudan et dans la région.

En ce qui concerne la demande de radiation de la liste soumise par le Soudan, le Comité a retiré un individu, Adam Yacub Sharief, de la liste des sanctions au titre de la résolution 1591 (2005) mais fait objection à la radiation d'un autre individu. Le Comité continue d'examiner la demande de radiation des deux autres personnes concernées.

Le 11 mars 2021, le Comité a reçu le dernier rapport trimestriel actualisé en date du Groupe d'experts. Le Groupe a fait le point sur la mise en œuvre de l'Accord de paix, la dynamique régionale, le statut des groupes armés dans la région et la violence intercommunautaire. Je voudrais porter à l'attention du Conseil les éléments suivants issus du rapport du Groupe.

Au cours des premiers mois de 2021, le processus de paix au Darfour s'est poursuivi et a franchi une nouvelle étape importante. Les combats entre les forces gouvernementales soudanaises et les factions rebelles du Darfour ont sensiblement diminué. Néanmoins, les affrontements entre factions rebelles dissidentes se sont poursuivis dans certaines parties du Jebel Marra. Des affrontements intercommunautaires ont également éclaté. Le Gouvernement soudanais a pris un certain nombre de mesures pour répondre à ces affrontements. Cependant, d'autres mesures s'avèrent absolument nécessaires pour renforcer la protection des civils des communautés du Darfour et doivent être prises au plus vite.

Le 11 mars, le Secrétaire général a nommé les membres du Groupe d'experts qui siégeront jusqu'au 12 mars 2022.

Enfin, je voudrais saisir cette occasion pour rappeler que le régime de sanctions a été établi dans le seul but de contribuer à rétablir la paix au Darfour. Il n'a pas pour objectif de punir le Soudan mais de favoriser l'instauration d'une paix durable. Le Comité réaffirme qu'il est déterminé à travailler avec le Soudan et toutes les parties concernées pour que cela devienne une réalité.

Annexe II**Déclaration de la Mission permanente du Soudan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

Je tiens à remercier le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) pour son exposé sur le rapport trimestriel relatif aux travaux du Comité.

Ces dernières années, le Soudan n'a cessé d'affirmer sa position constante au sujet des mesures punitives imposées au pays en vertu de la résolution 1591 (2005) du Conseil de sécurité et des résolutions ultérieures, à savoir que ces sanctions ne sont plus adaptées à la situation sur le terrain au Darfour, comparé à la période où elles ont été décidées en 2005. Le Président du Comité 1591 a déclaré à de nombreuses reprises, et de manière encourageante, que l'objectif des sanctions n'était pas de punir le Soudan mais de favoriser la paix et la stabilité. À cet égard, nous voudrions rappeler que le Gouvernement de transition s'est employé ces derniers mois à parvenir à une solution politique globale au Soudan qui fasse taire les armes et permette aux civils du Darfour de jouir de la paix, de la sécurité et de la stabilité.

C'est dans ce contexte que l'Accord de paix de Djouba a été conclu et est aujourd'hui mis en œuvre par le Gouvernement et ses partenaires de paix. Le Conseil souverain et le Conseil des ministres ont été reconfigurés pour inclure des dirigeants des parties au processus de paix de Djouba. Le premier groupe des forces de l'Armée de libération du Soudan est arrivé à Khartoum et au Darfour pour appliquer les dispositions en matière de sécurité et former la Force conjointe de protection des civils. Le Mécanisme national pour la protection des civils a tenu une réunion la semaine dernière pour discuter du déploiement de cette force dans la région du Darfour. À l'issue de cette réunion, le Mécanisme a annoncé que 70 % des membres de la force conjointe chargée de la sécurité conjointe étaient arrivés au Darfour. Il a été décidé que le Mécanisme se rendrait dans les États du Darfour septentrional, du Darfour central et du Darfour méridional pour évaluer la situation sur place. Il se rendra ensuite au Darfour occidental et au Darfour oriental dans le même but.

Je saisis cette occasion pour réaffirmer que le Gouvernement est déterminé à continuer d'améliorer les conditions de sécurité au Darfour en appliquant l'Accord de paix de Djouba, en collectant les armes pour lesquelles les détenteurs ne disposent pas de permis, en faisant respecter la justice et le principe de responsabilité, en mettant en œuvre le Plan national aux fins de la protection des civils, en faisant en sorte que le mouvement Abdul Wahid participe au processus de paix et en adoptant des mesures pour prévenir les affrontements intercommunautaires.

Compte tenu de l'évolution positive de la situation au Darfour, le Conseil de sécurité se doit de mettre fin aux sanctions. Leur levée permettra au Gouvernement de reconstruire et de renforcer les capacités des forces de sécurité et des organismes chargés de l'application de la loi afin de maintenir et consolider la paix au Darfour mais aussi dans toute la région, où les groupes criminels organisés se livrent parfois au trafic d'armes et d'êtres humains parallèlement à d'autres activités criminelles transnationales. À cet égard, nous remercions le Comité d'avoir retiré Adam Yacub Sharief de la liste des sanctions, et nous espérons vivement que les noms des deux autres personnes seront radiés sans délai de la liste, puisque, d'après les pièces justificatives que nous avons fournies dans notre demande de radiation, il n'y avait aucune raison de les y inscrire.

En février, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2562 (2021), qui a renouvelé le mandat du Groupe d'experts pour un an. Dans un de ses paragraphes, le Conseil a prié le Secrétaire général, après consultation d'un certain nombre de parties prenantes, dont le Gouvernement soudanais, de lui présenter un rapport contenant des recommandations relatives à des critères clefs clairs et bien définis qui pourraient l'aider à examiner le régime de sanctions. Le Soudan est tout à fait prêt à travailler dans un esprit constructif avec le Secrétariat et les membres du Conseil à la définition de ces critères et à la levée des sanctions.
